

A l'attention du directeur de l'information et des rédacteurs de la chronique politique:

La direction de Service Canada dit au personnel de l'Ontario de ne pas tenir compte des demandes de plus de 28 jours afin de truquer les statistiques sur le rendement

Le syndicat dénonce le manque de transparence et d'éthique

TORONTO, le 28 sept. /CNW Telbec/ - Le syndicat représentant le personnel qui traite les demandes d'assurance-emploi dénonce la mesure prise par Service Canada pour truquer les données sur le rendement en ordonnant au personnel de l'Ontario de cesser temporairement de traiter tout dossier ayant plus de 28 jours.

(Service Canada est un massif ministère employant 22 000 personnes qui a été lancé à grand bruit en 2005 par le gouvernement sortant. Bien qu'il soit censé fournir des services supérieurs, son véritable objectif est de réaliser des économies de 2,5 milliards de dollars en cinq ans.)

Ian Shaw, vice-président ontarien du Syndicat de l'Emploi et de l'Immigration du Canada (SEIC), déclare que cette tromperie la plus récente "cadre pleinement et malheureusement avec le pire des modèles d'hypocrisie du gouvernement fédéral qui consiste à en promettre davantage au public alors qu'on lui en donne moins.

"L'effort fait pour masquer la diminution des services est la preuve la plus récente du fait que les effets du projet défavorable empirent chaque jour. En abandonnant les demandes de plus de 28 jours, Service Canada se trouve à priver de service les personnes qui ont attendu le plus longtemps. Cela se fait non pas pour le bien du public mais bien pour que les statistiques sur la production du mois en cours paraissent mieux qu'elles ne le sont."

L'enjeu est l'atteinte du soi-disant "objectif de rapidité du paiement" de Service Canada, lequel convient mieux, selon M. Shaw, à une chaîne de montage qu'à la prestation de services personnalisés.

"L'accent mis sur la quantité plutôt que la qualité sert à appuyer l'affirmation douteuse de la direction supérieure selon laquelle Service Canada traite plus efficacement les demandes des client-e-s que l'ancien Ressources humaines et Développement des compétences Canada.

"Service Canada est une supercherie car le service personnalisé aux contribuables diminue et cela contribue au stress et à l'épuisement professionnel des employé-e-s. Le gouvernement conservateur qui s'est engagé publiquement à pratiquer une gestion transparente et éthique devrait examiner très soigneusement la structure et l'efficacité de ce méga-ministère."

"La vérité est que nos membres de Service Canada auraient beau travailler 53 semaines par années que cela ne réduirait nullement l'arriéré national croissant des demandes", dit Jeannette Meunier-McKay, présidente nationale du SEIC. "Il n'y a tout simplement pas suffisamment de personnel, même dans les meilleures circonstances, pour assurer les niveaux de service dont il était question dans la propagande sur Service Canada. Le trucage des statistiques mensuelles ne changera rien à ce fait indéniable.

"Le fait d'ordonner au personnel qui traite les demandes d'assurance-emploi en Ontario de négliger les dossiers de plus de 28 jours est une façon particulièrement mesquine de punir les personnes qui ont attendu le plus longtemps pour obtenir de l'aide. C'est en accroissant le personnel plutôt qu'en multipliant les manoeuvres administratives qu'on arrivera à assurer des services suffisants à la population canadienne.

"Au lieu de présenter les services sous de nouveaux noms et logos, le

gouvernement devrait y affecter les ressources nécessaires. L'annonce faite cette semaine d'un autre énorme excédent budgétaire prouve qu'on pourrait facilement affecter les fonds qu'il faut pour que les services fédéraux répondent aux besoins et aux attentes du public."

Le Syndicat de l'Emploi et de l'Immigration du Canada représente plus de 16 000 employé-e-s de la fonction publique fédérale, y compris ceux qui conseillent les client-e-s, développent les services et traitent les demandes d'assurance-emploi.

Renseignements: Ian Shaw, vice-président, région de l'Ontario, Syndicat de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, (Cellulaire) (905) 410-1125; Jeannette Meunier-McKay (bilingue), présidente nationale, Syndicat de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, (Cellulaire) (613) 762-1781

SYNDICAT DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA - Renseignements sur cet organisme



Communiqués de presse

(9)



Archives photo